

Développement de l'infrastructure économique

— Des infrastructures à la hauteur des espoirs des populations



Le pictogramme de l'OMD concerné est en couleur.

Les infrastructures contribuent à l'amélioration durable de la qualité de vie en soutenant la croissance économique d'un pays ou d'une région et en redistribuant les richesses. Dans l'ère de mondialisation actuelle, les pays à faible revenu doivent aussi intégrer le réseau des infrastructures mondiales, notamment en construisant des routes, des ports et des aéroports. Une fois qu'ils ont rejoint les rangs des pays à revenu intermédiaire, ces pays doivent construire des infrastructures encore plus onéreuses du fait de l'urbanisation, de la modernisation, de l'industrialisation et d'autres formes de progrès. Cela se traduit par une demande massive de projets d'infrastructure.

La JICA fournit une aide pour des besoins d'infrastructures différents à chaque stade de la croissance économique. Elle le fait d'abord en préparant des plans de développement urbains et régionaux qui intègrent des études pour déterminer les systèmes sociaux et les cadres institutionnels les plus adaptés. Les infrastructures de transport, les réseaux d'information et de communication et d'autres projets sont ensuite mis en œuvre en se basant sur ces plans. La JICA assure également une coopération pour le renforcement des organisations et la formation du personnel nécessaire à la maintenance et à l'exploitation de ces infrastructures.

Développement urbain et régional

● Situation générale

La population mondiale est actuellement estimée à 7 milliards d'individus. Dans les pays en développement, la population urbaine a progressé de 680 millions en 1970 à 2,6 milliards en 2010. D'ici 2030, environ 80 % de la population urbaine mondiale devraient se concentrer dans les pays en développement. La croissance des zones urbaines est vitale pour le développement économique d'un pays. Cependant, les grandes villes des pays en développement ne sont pas en mesure de fournir assez de logements, d'infrastructures et d'agences pour l'emploi en proportion de l'afflux rapide d'individus qui viennent chercher un travail. Par conséquent, de nombreuses personnes sont contraintes de vivre avec des revenus instables et dans des milieux de vie dégradés. En outre, la croissance des populations urbaines engendre de la pollution due aux embouteillages et au volume important de déchets ménagers, une dégradation de la sécurité publique, et de nombreux autres problèmes liés à l'urbanisation dont l'intensité et la complexité s'accroissent chaque année.

● Actions de la JICA

Dans les années d'après-guerre, le Japon a lui aussi connu, à un rythme sans précédent, une urbanisation qui a engendré plusieurs problèmes. Afin de les résoudre, le Japon a construit des infrastructures et des logements tout en établissant les normes nécessaires à un développement urbain sain. Le pays s'est également concentré sur le développement de nouvelles technologies afin de réduire la pollution et stimuler la productivité. En outre, le Japon a rapidement pris des mesures pour la préparation aux catastrophes et le rétablissement afin de réduire les risques associés aux séismes, aux typhons et aux autres catastrophes naturelles. La JICA tire parti de l'expérience et des technologies japonaises en matière d'urbanisation afin de soutenir le développement urbain et régional des pays en développement dans les six secteurs suivants.

1. Établir une infrastructure de base qui contribue aux activités économiques
2. Construire des logements de qualité
3. Construire des zones urbaines sobres en carbone
4. Construire des zones urbaines aptes à résister aux catastrophes naturelles
5. Établir des systèmes de gestion urbaine sains
6. Revitaliser les zones urbaines

Un développement urbain inclusif et dynamique

La JICA apporte une aide pour la création de villes pouvant générer un cycle vertueux de croissance économique et de réduction de la pauvreté. Ses activités sont basées sur des réponses rapides s'appuyant sur une perspective de moyen à long terme afin de résoudre les problèmes rencontrés par les zones urbaines dans l'ensemble des pays en développement. La JICA est guidée par la vision d'un « développement urbain inclusif et dynamique » et elle place la priorité sur les projets de développement auxquels l'ensemble de la population peut participer.

Une aide globale allant de la création de concepts de développement à la formation des ressources humaines

La JICA s'engage à prendre en compte les divers besoins liés au développement urbain et régional des pays en développement. Répondre à ces besoins nécessite une aide à divers stades, notamment pour la préparation de plans de développement, la mise en œuvre de programmes de développement conformes à ces plans, ainsi que pour l'exploitation et la maintenance des installations construites. Pour réaliser ces processus de manière autonome, les capacités des organisations et des populations participant à la mise en œuvre des plans de développement urbains et régionaux doivent être renforcées, les systèmes juridiques nécessaires doivent être améliorés, et d'autres mesures doivent être prises. La JICA utilise plusieurs instruments d'aide, dont la coopération technique, la coopération financière, les programmes de volontaires et d'autres activités afin d'apporter une aide globale pour le développement urbain et régional.

Rapport sur les objectifs finaux du plan de développement urbain du Grand Rangoun

La croissance démographique rapide de Rangoun a créé un besoin urgent pour l'établissement d'une infrastructure sociale apte à soutenir la vie de la population dans un environnement urbain sain. La JICA a commencé l'étude préparatoire au projet de plan de développement urbain stratégique du Grand Rangoun afin de contribuer à la formulation d'un plan de développement urbain pour la zone métropolitaine de Rangoun.

Le développement du Myanmar repose sur le développement de Rangoun

Avec une population de près de 5,1 millions d'habitants, Rangoun est la capitale commerciale du Myanmar. La zone métropolitaine de Rangoun, qui comprend la ville et les six cantons voisins, représente une surface de 1 500 kilomètres carrés. La population de cette zone devrait dépasser les 10 millions d'habitants d'ici 2040.

Pendant des décennies, le développement économique et social de Rangoun a stagné à cause des restrictions imposées aux investissements et aux innovations technologiques venus de l'étranger. Les infrastructures économiques et sociales qui permettent aux habitants de Rangoun de vivre correctement sont vieillissantes et souvent hors d'usage. De plus, l'établissement de lois et règlements d'urbanisme et la mise à jour des statistiques et des cartes ont peu progressé, ce qui affecte les activités de planification et de construction. Il est donc urgent de prendre des mesures pour s'attaquer à ces problèmes.

En réponse, la JICA a commencé en août 2012 l'étude préparatoire au projet de plan de développement urbain stratégique du Grand Rangoun. L'étude, qui a pris fin en mars 2013, propose une vision pour le développement global à moyen et long terme de la zone métropolitaine de Rangoun et un plan de développement urbain du Grand Rangoun à l'horizon 2040.

Après l'élaboration du plan d'urbanisme, un séminaire JICA-Myanmar intitulé « Idées pour le développement de la zone métropolitaine de Rangoun » a été organisé au Centre de conférences internationales de l'immeuble Ichigaya de la JICA, à Tokyo, le 21 mars 2013. L'objectif était de présenter le plan d'urbanisme avec des informations sur la situation de Rangoun, en constante évolution. Le séminaire comprenait les résultats d'une étude portant sur 10 000 ménages de la zone métropolitaine de Rangoun et une explication du principe présidant aux activités de développement des infrastructures économiques et sociales. Douze délégations du gouvernement du Myanmar de divers secteurs liés au développement de Rangoun ont participé au séminaire. Ces responsables étaient menés par M. Hla Myint, maire de Rangoun et ministre du Développement au sein du gouvernement régional de Rangoun. Ministères et agences, acteurs du développement, entreprises du secteur privé, ONG et chercheurs ont témoigné un vif intérêt pour le séminaire. En tout, plus de 200 personnes ont participé au séminaire, ce qui en a fait un événement marquant au regard de tous.

Le vice-président de la JICA, Toshiyuki Kuroyanagi, a prononcé un discours d'ouverture. « La JICA et le Myanmar partagent une longue histoire », a-t-il noté. « Par le passé, l'accent était mis sur l'aide d'urgence et l'aide humanitaire. Mais aujourd'hui que la démocratisation progresse au Myanmar, on observe une augmentation rapide de la qualité et de la quantité d'aide. Nous fournissons maintenant une aide diversifiée pour les infrastructures et d'autres

domaines. » Le maire de Rangoun, Hla Myint, a expliqué dans son discours d'ouverture qu'il souhaitait utiliser les enseignements tirés du développement urbain de Tokyo. Il a également évoqué l'histoire de la construction de Rangoun et les problèmes actuels de la ville. Il a poursuivi en listant les sept cibles du Comité pour le développement urbain de Rangoun (CDUR), notamment la construction d'infrastructures et le développement urbain : « Il existe un besoin urgent d'infrastructures et de développement social afin de créer une zone métropolitaine économique encore plus grande et d'améliorer l'environnement urbain de Rangoun. La construction d'installations d'approvisionnement en eau et d'assainissement dans le Grand Rangoun devrait constituer notre plus haute priorité. »

Le Dr Takashi Onishi, président du Conseil scientifique du Japon et professeur à l'Université de Tokyo, est le président du Comité de soutien national du programme de la JICA pour le développement urbain de Rangoun. Le Dr Onishi a prononcé un discours lors du séminaire sur le développement de la zone métropolitaine de Rangoun et les enseignements que l'on peut tirer de l'exemple de Tokyo. En s'appuyant sur les réussites et les échecs tirés de l'histoire du développement urbain de Tokyo, le Dr Onishi a évoqué la limitation de l'extension des villes, la pression induite sur le développement, l'équilibre entre préservation et redéveloppement (stratégie de développement urbain), et d'autres sujets clés.

Les participants ont également pu entendre une présentation de M. Koji Yamada, vice-directeur général de la division Développement des affaires de la Nippon Koei Co., Ltd., sur les activités de la mission d'étude préparatoire pour la création d'un programme de développement de la zone métropolitaine de Rangoun. M. Yamada a effectué une présentation du plan d'urbanisme intitulé « Rangoun 2040 - Une ville de paix et de bien-être ». Pour la vision de développement à l'horizon 2040, les objectifs sont la paix au Myanmar, où la démocratisation progresse, et la création d'un Rangoun où il fait bon vivre. Le programme de développement reprend à son compte les images d'une ville à la végétation luxuriante et de la pagode d'or de Shwedagon, baignée de lumière, au centre de Rangoun. M. Yamada a expliqué les quatre éléments centraux du plan, à savoir : faire de Rangoun une ville d'envergure internationale, une ville agréable à vivre pour ses habitants, une ville disposant d'infrastructures saines et une ville bien gouvernée. Il a poursuivi en annonçant que la structure qui convenait le mieux à Rangoun était celle d'une ville éclatée avec un quartier des affaires, plusieurs pôles commerciaux secondaires et des espaces verts.

La seconde moitié du séminaire était consacrée à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à la gestion des déchets, des problèmes que le maire Hla Myint considère comme urgents. Sur ce sujet, M. Kazufumi Momose, de TEC International, consultant en chef de la mission d'étude préparatoire de la JICA, a effectué une présentation des programmes

de coopération pour améliorer l'approvisionnement en eau et l'assainissement. Dans le secteur de la gestion des déchets, les participants ont pu écouter une présentation de M. Than Lwin Oo, directeur du département Lutte contre la pollution et nettoyage du CDUR. Afin de fournir des informations sur le secteur des transports urbains et ses problèmes, une présentation de M. Takashi Shoyama, de la société ALMEC Corporation, lui aussi consultant en chef de la mission d'étude de la JICA, a exposé les activités relatives aux transports urbains de l'étude préparatoire au projet de plan de développement urbain stratégique du Grand Rangoun.

Contribution aux progrès du Myanmar

Le séminaire s'est terminé par un message de remerciement de Kazunori Miura, directeur général du département Infrastructure économique de la JICA, à l'intention de l'ensemble des participants. Dans son discours, M. Miura a déclaré : « La JICA a l'intention de travailler avec l'ensemble des acteurs au Myanmar et au Japon afin que le Japon dans son ensemble contribue efficacement aux progrès du Myanmar. »

La phase II de l'étude préparatoire au projet de plan de développement urbain stratégique du Grand Rangoun a commencé en mars 2013. D'autres études sont en cours sur des plans d'approvisionnement en eau, d'assainissement, des systèmes de drainage urbain, des transports urbains et d'autres secteurs. De plus, les préparatifs pour des projets de prêts d'APD ont commencé dans les zones ayant des besoins urgents. Ce séminaire a également été organisé au Myanmar en juin 2013 et de nombreux acteurs du gouvernement, des médias, du monde de la recherche, du secteur privé et des ONG y ont participé. La JICA entend poursuivre sa coopération pour permettre à la zone métropolitaine de Rangoun d'améliorer sans cesse l'environnement urbain de ses habitants.

Le Dr Kyaw Lar est le conseiller pour le développement urbain du CDUR. Au sujet du projet de la JICA, il a confié : « Cela a été un honneur d'effectuer un travail d'une telle qualité avec l'équipe d'experts japonais. Le processus d'élaboration du plan d'urbanisme nous a permis d'échanger nos vues et nos opinions. Mais, tout ce que nous avons fait avait pour objectif ultime de contribuer au développement de Rangoun. Je souhaite continuer de participer à ce projet. »



La majestueuse pagode Sule est située au cœur du quartier des affaires de Rangoun, baptisée la ville jardin. On peut apercevoir le fleuve de Yangon derrière la pagode.

Transports

● Situation générale

Dans les pays en développement, l'infrastructure de transport, notamment les routes, les voies ferrées, les ports et les aéroports, est lente à se développer, ce qui freine la croissance économique et contribue à accentuer la pauvreté. L'infrastructure de transport est nécessaire à la circulation des biens et des personnes et son développement est indispensable pour assurer une croissance durable.

La demande mondiale en matière de développement des infrastructures de transport est très élevée et le besoin d'entretien, de réparation et de modernisation des structures vieillissantes augmente rapidement. Ces projets requièrent des financements massifs et la mobilisation des fonds constitue un défi majeur. Les fonds publics limités disponibles ne suffisent pas à développer toutes les infrastructures nécessaires. D'autres sources de financements, notamment privées, doivent être trouvées afin de fournir de manière durable des services de transport tout en maîtrisant les coûts.

De plus, les initiatives qui valorisent l'environnement et la société du

pays partenaire doivent être soutenues. Cela comprend la décongestion du trafic par l'introduction de moyens de transport public et l'évolution des méthodes de transport ; la réduction des émissions de CO₂ par des moyens de distribution plus efficaces ; et le contrôle des polluants atmosphériques.

● Actions de la JICA

La coopération de la JICA dans le secteur des transports vise essentiellement à garantir des services de transport rapides, sûrs et bien organisés pour les personnes et les biens, en vue de stimuler l'activité socioéconomique et, au bout du compte, d'améliorer les revenus et le niveau de vie de tous.

Pour développer les infrastructures de transport dans les pays en développement, il ne suffit pas de construire des routes et des ponts. Cela suppose aussi l'établissement d'un plan pour assurer l'efficacité du système de transport, le développement des ressources humaines et le renforcement des organisations qui assureront l'exploitation et la gestion appropriées des infrastructures ainsi que la création des dispositifs sociaux et institutionnels aptes à soutenir ces organisations. La JICA

Étude de cas Assurer la sûreté et la sécurité des voies maritimes : Coopération pour la sûreté et la sécurité maritimes

Protéger les océans de la planète

Les océans recouvrent environ 70 % de la surface de notre planète et ils forment des voies de transport qui atteignent toutes les parties du monde. Les officiers de sécurité maritime sont chargés de la sécurité et de la sûreté des océans. En travaillant avec les garde-côtes japonais, la JICA assure une coopération pour les officiers de sécurité maritime des pays en développement.

L'économie du Japon, un pays encerclé par la mer, est tributaire de la sûreté et de la sécurité maritime. En tonnage, plus de 99 % du commerce international japonais dépend des navires. En outre, plus de 80 % du pétrole brut du Japon est transporté sur des navires en provenance du Moyen-Orient et transitant par l'Asie du Sud-Est. Le golfe d'Aden est traversé chaque année par près de 18 000 navires, dont 1 700 sont associés au Japon d'une manière ou d'une autre.

Pour assurer la sûreté et la sécurité des voies maritimes, la JICA travaille avec les garde-côtes japonais pour apporter une aide aux agences de sécurité maritime des pays en développement. Parmi les activités mises en œuvre, on peut citer les formations, l'installation de balises de chenal et la fourniture de navires de patrouille. Ces programmes ont été menés en priorité dans les pays situés le long du détroit de Malacca et à Singapour. La Malaisie a établi l'Agence malaisienne de police maritime (MMEA) en 2002 en la dissociant de la marine.



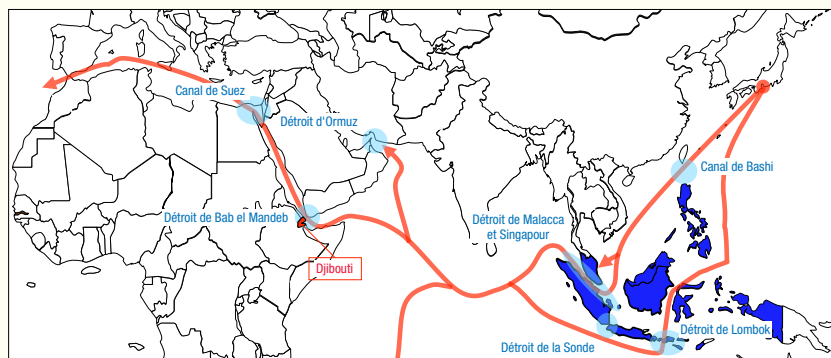
La JICA a envoyé des experts pour un court séjour afin de travailler avec les garde-côtes philippins.

La JICA assure une aide auprès de la MMEA qui comprend le renforcement de l'organisation, par l'envoi d'experts et des formations, et la mise à niveau des compétences pour les inspections avant embarquement. Actuellement, la MMEA dispose d'une force de travail de près de 4 000 personnes et d'une flotte de navires de patrouille de 63 mètres de longueur. Toutes ces activités contribuent à la sécurité maritime de la Malaisie.

Ces dernières années, la piraterie au large de la Somalie et dans le golfe d'Aden est devenue un problème international. En 2011, la région a été le théâtre de plus de la moitié des 439 actes de piraterie recensés dans le monde. De nombreux pays, dont le Japon, travaillent ensemble pour lutter contre la piraterie. La JICA invite des ressortissants du Moyen-Orient et d'Afrique de l'Est à participer à des

sessions de formation sur des thèmes spécifiques. De plus, en mai 2013, la JICA a commencé le projet de renforcement des capacités des garde-côtes de Djibouti dans le cadre d'une coopération technique pour ce pays. À travers ce projet, la JICA prévoit de fournir une assistance technique aux agences de sécurité maritime d'autres pays du Moyen-Orient et d'Afrique de l'Est.

Les actions d'un seul pays ne peuvent pas garantir la sûreté et la sécurité des voies maritimes. La collaboration entre les pays et les agences est indispensable pour y parvenir. La JICA mettra à profit les réseaux internationaux établis grâce à ces activités d'aide passées pour renforcer les liens de coopération entre les projets et, à terme, entre les pays.



La mise à niveau des capacités des agences de sécurité maritime des pays côtiers est vitale pour préserver la sûreté et la sécurité des voies maritimes internationales. Des projets de coopération technique sont en cours dans les pays représentés en couleur. Dans les autres pays, de nombreuses personnes ont participé à des programmes de formation sur des thèmes spécifiques.

promeut activement une coopération basée sur la participation des résidents et la collaboration avec les ONG en se concentrant sur les bénéficiaires, notamment les usagers et les résidents, et en restant attentive à qui utilise le système et pourquoi.

En outre, la coopération dans le domaine des transports doit prendre en compte plusieurs éléments, notamment : le « transport international » pour promouvoir les flux internationaux de biens et de personnes et le développement des zones économiques régionales qui transcendent les frontières ; le « transport national » qui assure à la population un accès équitable aux transports et un développement national équilibré ; le « transport urbain » en appui à un urbanisme durable et à l'amélioration du niveau de vie ; et le « transport rural » pour améliorer le niveau de vie des zones rurales ayant tendance à accuser un retard de développement. L'objectif ultime de la JICA est de parvenir à un « développement inclusif et dynamique ».

Contribution à la nouvelle stratégie de croissance et avantages pour les entreprises japonaises

La nouvelle stratégie de croissance, annoncée par le gouvernement japonais en 2010, vise notamment à soutenir par l'APD l'entrée des entreprises du secteur privé sur les marchés des pays en développement et à apporter une aide pour une croissance économique durable dans ces pays. Lors de la quatrième conférence de Keikyo sur les stratégies pour les infrastructures, qui a eu lieu en mai 2013, il a été décidé de mettre en œuvre la stratégie d'exportation basée sur les systèmes d'infrastructures. Cette stratégie prévoit une amélioration de la connectivité au sein de l'ANASE et de l'Afrique en établissant des corridors internationaux par région. La JICA prendra aussi des mesures liées à la cinquième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique en mettant l'accent dans la région de l'ANASE, et plus spécifiquement sur le Myanmar après sa transition vers un gouvernement civil. Une attention particulière sera également accordée au renforcement de la connectivité au niveau des routes, des voies ferrées, du trafic maritime et des projets d'infrastructures de transport. En améliorant les flux de marchandises et en sécurisant les routes pour les ressources naturelles [➔ Voir l'étude de cas page 73], la JICA entend créer un environnement favorable aux entreprises japonaises.



Le second pont international du Mékong, qui relie la Thaïlande et le Laos, a été financé par un prêt d'APD. Le projet fait partie de la construction d'un corridor est-ouest qui s'étendra du Vietnam au Myanmar.

Technologies de l'information et des communications (TIC)

● Situation générale

Les technologies de l'information et des communications (TIC) ont progressé rapidement dans les pays développés. Utilisées dans les domaines administratif, social et économique, elles ont permis d'informatiser les activités du gouvernement central (gouvernance électronique), de dispenser l'enseignement via internet (apprentissage électronique) et de faciliter les échanges et le commerce par voie numérique (commerce électronique). Les TIC sont susceptibles d'apporter diverses améliorations qui peuvent influencer positivement sur la qualité de vie, notamment d'accroître l'efficacité des systèmes économiques et sociaux, d'augmenter la productivité et de conserver l'énergie. Il n'est pas exagéré de dire que les TIC sont devenues indispensables au fonctionnement de nos sociétés modernes.

Dans de nombreux pays en développement, cependant, la progression des TIC a été limitée. Cela a provoqué une fracture numérique avec les pays développés et accentué les disparités économiques.

De plus, dans les pays en développement, il existe un fossé entre les zones où les communications sont possibles (les populations ont accès à l'information) et les zones où il n'y a pas de liens de communication. Ce fossé se traduit directement par des disparités économiques structurelles qui ne font que s'accroître.

● Actions de la JICA

La JICA pense qu'il est important de refermer la fracture numérique pour améliorer l'efficacité et l'efficacité des divers programmes de coopération. Afin d'éliminer la fracture numérique, la JICA contribue à renforcer l'utilisation des TIC dans les pays en développement.

Lors du sommet Kyushu-Okinawa (G8), en juillet 2000, le Japon a réaffirmé sa volonté d'aider à réduire la fracture numérique dans le monde en développement en encourageant l'utilisation des TIC dans l'aide au développement, notamment l'apprentissage à distance. Le gouvernement japonais a également annoncé son intention de mettre en place des bases de TIC sur 30 sites différents afin d'utiliser les fonds de l'APD plus efficacement. À travers ces activités, la JICA déploie une coopération pour une utilisation accrue des TIC dans les pays en développement, principalement en Asie.

Politiques des TIC liées au développement économique et social

La JICA contribue à renforcer l'utilisation des TIC dans les pays en développement en s'appuyant sur cinq approches :

- 1) **Amélioration des capacités de planification des politiques relatives aux TIC** : Envoi de conseillers dans le cadre d'un soutien à l'élaboration des politiques relatives aux TIC dans des domaines tels que les stratégies nationales sur la communication électronique et le développement des industries liées.
- 2) **Développement des infrastructures des TIC** : Élaboration d'un plan pour la mise en place de l'infrastructure nécessaire aux réseaux de communications centraux et régionaux, et renforcement des systèmes de maintenance et de gestion associés.
- 3) **Amélioration de l'efficacité et de l'efficacité de l'aide par les TIC** : Augmentation de l'efficacité et de l'efficacité des projets en intégrant

les TIC dans les services administratifs gouvernementaux et en les utilisant pour des projets de coopération dans divers secteurs, notamment pour l'éducation, les soins de santé et le commerce.

4) **Formation de personnel qualifié dans le domaine des TIC** : Mise en place d'un projet de développement des ressources humaines afin d'améliorer les compétences des ingénieurs et responsables politiques

en vue d'étendre l'utilisation des TIC. Cette approche concentre une part importante des efforts de la JICA en matière de TIC.

5) **Diffusion** : Assurer une coopération visant à étendre l'utilisation du modèle de diffusion numérique terrestre japonais qui résiste aux interférences et permet une réception stable, etc.

Étude de cas

Laos

Aide à la formation des ingénieurs pour l'exploitation des infrastructures de TI

Développement des ressources humaines dans le secteur des services de TI à l'Université nationale du Laos (NUOL)

(Période du projet : Du 1^{er} décembre 2008 au 30 novembre 2013)

Au Laos, l'utilisation des technologies de l'information (TI) progresse rapidement. La JICA travaille avec le département Ingénierie du NUOL pour former des ingénieurs spécialisés en TI et établir un cadre dans lequel les jeunes peuvent créer une entreprise liée au TI.

Au Laos, les investissements du secteur privé dans les TI ont augmenté de 19,8 % lors de l'exercice 2012 (selon une association du secteur), alors que le taux de croissance du PIB n'était que de 8,2 %. Les ordinateurs personnels et les smartphones sont de plus en plus présents, aussi bien dans les entreprises que dans les ménages. Cependant, il n'y a pas assez d'ingénieurs pour faire fonctionner les infrastructures de TI du pays. Par conséquent, beaucoup de systèmes informatiques clés doivent être confiés à des ingénieurs étrangers. L'objectif du projet est d'utiliser des instructeurs du Laos qui ont reçu un savoir-faire technologique des experts de la JICA afin d'encourager la formation des ingénieurs informatiques pouvant assurer immédiatement des fonctions clés. Des cours pour des jeunes diplômés de l'enseignement supérieur ont été organisés à deux reprises. Au total, 65 personnes ont participé et presque toutes ont trouvé un emploi dans le secteur des TI immédiatement après l'obtention de leur diplôme. En 2012, le cours a été modifié pour devenir le premier cursus de master sur les TI au Laos. Aujourd'hui, 34 étudiants sont inscrits. Le diplôme permet aux étudiants d'obtenir des certifications aux normes industrielles pour les TI. Il existe également des cours de développement de systèmes de gestion des activités des entreprises. Conscients de la nature extrêmement pratique de ce cursus, un nombre croissant d'entreprises et d'agences gouvernementales fournissent des bourses d'études aux étudiants et envoient leur personnel suivre ces cours. Une formation à court terme, séparée du cursus principal, connaît également un certain succès. Jusqu'à présent, le cours a eu lieu 68 fois et 772 étudiants en ont bénéficié.

En 2012, un système de soutien aux entrepreneurs (ou incubateur d'entreprises) a été créé au Laos pour la première fois. Il cible des jeunes gens qui ont des idées ou qui maîtrisent une technologie, mais qui n'ont pas de savoir-faire en matière de gestion. Le système fournit un espace ainsi que des conseils sur les formalités pour créer une entreprise, la comptabilité, la commercialisation et d'autres activités. En mai 2013, l'incubateur abritait quatre entreprises, dont la filiale d'une société japonaise. Ces entrepreneurs sont des pionniers qui créent des entreprises courantes dans les autres pays, mais encore inexistantes au Laos, notamment pour la fourniture d'informations numériques en laotien et la vente de marchandises sur internet.



Les participants à un atelier organisé par un projet de la JICA.



Partage de connaissances sur l'écriture technique.



Un instructeur thaïlandais, en mission à court terme, assure une formation technique.